Après le meurtre de Quentin, Dominique de Villepin dénonce la diabolisation de LFI

20/02/2026 à 12h52



LA RÉPUBLIQUE CONTRE LA VIOLENCE

> *Je suis conscient des risques que je prends à m'exprimer dans une période de si grande polarisation, d'émotion et de passion politique, mais l'esprit de responsabilité exige l'engagement et la clarté. On criera parce que je compare l'extrême… pic.twitter.com/1O6rxg6Qda*
>
> *— Dominique de Villepin (@Villepin) February 19, 2026*

LA RÉPUBLIQUE CONTRE LA VIOLENCE

Je suis conscient des risques que je prends à m'exprimer dans une période de si grande polarisation, d'émotion et de passion politique, mais l'esprit de responsabilité exige l'engagement et la clarté. On criera parce que je compare l'extrême droite d'aujourd'hui à celle d'hier. Je ne dis pas qu'elle est la même. Je dis qu'il y a des filiations qui ne permettent pas de les distinguer radicalement. On criera que je me gauchise et défends LFI. Je le redis : je n'ai aucune affinité, ni aucun lien avec LFI. On criera que je fais la leçon à la gauche et que je me droitise. Qu'on crie. Je crois à la nécessité de dire certaines vérités, même quand elles nous dérangent. Parce

que je ressens douloureusement le fait que l'obscurcissement de ces vérités permet de maintenir l'illusion d'une vie démocratique normale quand elle ne l'est déjà plus et risque de basculer. Et parce qu'à cet instant précis, l'enjeu n'est pas de gagner une séquence médiatique : l'enjeu est d'empêcher que la France, par fatigue, par calcul, par aveuglement, ne se réveille un jour en découvrant qu'elle a sanctuarisé le danger qu'elle prétendait conjurer.

Quand le réel est compliqué, il faut prendre le temps de la réflexion, de la nuance, de la perspective. L'affaire Quentin Deranque nous place face à une telle obligation. Celle de l'inconfort et de la vigilance.

D'abord, il faut le dire sans détour : nous devons dénoncer toutes les violences, quelles qu'elles soient, et les dénoncer sans exception. Nous devons condamner la violence politique, toute violence politique, parce qu'elle n'a pas sa place dans une démocratie. Sans exception. Une démocratie commence là où la force recule, là où la parole remplace le coup, là où l'adversaire demeure un citoyen. Et quand la violence surgit, quand elle s'organise, quand elle se justifie, elle ne frappe pas seulement des individus, elle atteint l'idée même de République.

Nous devons aussi mesurer l'importance du moment où nous nous trouvons. C'est pour la France le « moment Charlie Kirk » qu'a vécu l'Amérique trumpienne il y a quelques mois avec l'assassinat de Charlie Kirk par un meurtrier se revendiquant de l'antifascisme. C'est un moment qui vise à la délégitimation d'une partie du spectre politique et à la victimisation de l'extrême droite triomphante. L'enjeu, c'est celui d'une prise de pouvoir sur les esprits, d'une prise de pouvoir sur les rues. Alors soyons vigilants. Ne cédons pas le terrain à l'extrême droite. Nous approchons, j'en suis convaincu, d'un point de non-retour. Quelque chose commence à nous échapper.

Il y a un certain confort à rejeter dos à dos toutes les violences, une conviction de se prémunir de tout risque d'avoir tort. Mais cela nous rapproche-t-il vraiment de la vérité ? On ne peut pas jouer avec la démocratie. Il y a quelque chose de troublant à voir tout le paysage politique, de la gauche de la gauche à la droite en passant par la gauche, chercher à tirer parti de la situation. L'extrême droite en est la seule gagnante. Il est des moments où les calculs personnels doivent céder à la défense de l'essentiel : la démocratie.

Ensuite, il faut regarder en face ce qui, dans la stratégie et dans les réactions de LFI, nourrit le feu au lieu de l'éteindre, sans jamais confondre responsabilité politique et responsabilité pénale. La justice établira les faits, les rôles, les actes, et les responsabilités individuelles. Mais la politique, elle, répond d'un climat : celui des mots, des postures, des ambiguïtés, des proximités tolérées, de la tentation de l'affrontement permanent. Dans une France divisée, fragilisée, travaillée par les peurs et les colères, jouer sans cesse sur la rupture, sur la ligne de front, sur la dramatisation, c'est prendre le risque de créer les conditions où des acteurs se sentiront autorisés à passer du verbe au geste. Et ce risque, quel que soit le camp, n'est pas théorique : il est désormais devant nous.

Je ne parle pas ici au nom d'un camp, je parle au nom d'une certaine idée de la République. Je refuse toute querelle de chapelle, tout règlement de comptes partisan, mais j'affirme en ce moment si grave une exigence de responsabilité nationale de la part de toutes les formations politiques et de tous les responsables politiques.

La France Insoumise a aujourd'hui une responsabilité particulière : celle de ne pas surenchérir et de ne pas stériliser, dans une posture défensive et belliqueuse, une partie de l'électorat. La radicalité, lorsqu'elle devient un style, finit par devenir une mécanique. Et cette mécanique,

tôt ou tard, échappe à ceux qui prétendent la conduire. Cela suppose pour LFI de clarifier ses positions, de tenir ses rangs, de rompre avec toute ambiguïté, et de faire prévaloir le débat sur la mise en tension permanente. Cela suppose un discours réfléchi, profond et ouvert. Cela suppose aussi d'accepter l'inconfort : reconnaître qu'on a pu alimenter la tension, même sans vouloir la violence. Je le dis avec force, parce que le basculement est possible. Il faut le dire sans détour : LFI fait tout autant le jeu du RN en s'arc-boutant sur sa rhétorique que certains responsables de gauche en acceptant de renvoyer dos à dos les violences. J'assume de déployer une leçon historique qui ne vaut pas comparaison : en 1933, sans l'intransigeance du parti communiste allemand, aveuglé par sa stratégie « classe contre classe » qui minimisait le risque fasciste, sans doute le parti national-socialiste n'aurait pas pu arriver au pouvoir. C'est la peur du bolchévisme qui a poussé assez de modérés à se rallier, par réflexe, à ceux qui se présentaient comme le seul rempart. Eviter le piège, cela suppose aujourd'hui pour LFI de tracer des limites nettes, de récuser toute complaisance pour la violence, et de choisir la force du débat plutôt que la logique du choc. Cela suppose un discours réfléchi, profond et ouvert. Je le dis avec force, parce que l'heure est grave

Mais c'est ici que la vigilance doit être la plus haute : condamner la violence et critiquer LFI ne doivent pas nous conduire à la faute politique majeure, celle de renvoyer dos à dos toutes les radicalités comme si elles étaient de même nature, de même force, de même danger. Il y a en effet deux fausses idées, deux idées dangereuses, qui piègent ce débat.

La première, c'est celle de la symétrie des violences de la gauche et de la droite.

Plongez dans l'Histoire, dans l'agitation de la France de la IIIe République au moment de l'affaire Dreyfus et de la montée des ligues. Dans la France des années 30 et de la menace des ligues. Dans l'Allemagne de Weimar, dans l'Amérique du Sud des

années 60 à 80 : l'asymétrie de la violence politique a été centrale pour imposer un pouvoir autoritaire et brutal. Le champ démocratique est un plan incliné. L'extrême droite prend le pouvoir sur fond de désordre et de violences de rue. L'extrême gauche, historiquement, sur fond d'effondrement de l'État et de défaite militaire. Les communistes des années 30 n'étaient pas des enfants de chœur, mais les renvoyer dos à dos avec les nervis fascistes, avec près d'un siècle de recul, nous semblerait fautif.

Le parti social-démocrate allemand, grande force républicaine de gauche à l'époque, a eu sa part de responsabilité dans la montée du nazisme, en maintenant l'illusion d'une posture d'équivalence qui a conduit à son propre écrasement. Aujourd'hui, entendre en France des responsables du centre gauche saisir l'opportunité de régler leurs comptes et de se débarrasser d'adversaires encombrants pour s'imposer dans les sondages me paraît une faiblesse politique et une facilité d'estrade. Quant à la droite qui y voit l'occasion d'un apaisement de façade pour pouvoir s'allier à l'extrême droite sans faire de cauchemars la nuit, je ne reconnais plus rien en elle de la vigilance chiraquienne. Et qu'on se comprenne : ce tir croisé sur LFI, par calcul, par repositionnement, par opportunisme, a un effet mécanique. Il détourne l'attention du danger principal et contribue à normaliser l'extrême droite en la dispensant d'être interrogée comme elle devrait l'être.

Cette illusion de la symétrie, c'est une illusion numérique. Les groupuscules violents d'extrême droite sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux à travers tout le territoire et ils augmentent en nombre chaque jour. Même en termes de victimes, macabre décompte, l'extrême gauche a fait une victime ces cinq dernières années, les militants d'extrême droite en ont fait onze, essentiellement des victimes ciblées sur des bases religieuses et raciales, des motifs profondément politiques. Depuis 1986, rappelle l'historien Nicolas Lebourg, 59 morts sont attribués à l'ultra-droite, contre six à l'ultra-gauche.

C’est le retour des ligues. C’est un magma de groupuscules qui tissent un réseau de lieux, d’affinités, de thèmes.

C’est une illusion sur les formes de la violence. L’extrême droite, depuis deux siècles, vise à maîtriser la rue pour imposer la violence comme politique. L’extrême gauche veut imposer une politique par la violence. Quelle différence cela fait ? Quand la gauche est violente, elle effraie et elle nuit à la politique qu’elle veut mettre en œuvre. Quand la droite est violente, elle commence déjà à mettre en œuvre sa politique. Et même quand elle perd, elle gagne en montrant l’horreur du désordre et donc la nécessité d’un ordre à tout prix, d’un ordre au prix de la violence.

C’est une illusion sur les probabilités des risques. Le pays risque-t-il aujourd’hui de basculer dans un régime de gauche radicale ? Rien n’étaye cette idée. LFI stagne dans les sondages autour de 10 à 15%. L’extrême droite est, elle, à 35 ou 40 %, et tous les sondages la donnent gagnante à l’élection présidentielle de 2027, ce que tout le monde essaye d’oublier pour maintenir la fiction d’une vie politique normale. Aux États-Unis, on voit bien que le risque mortel peut venir moins de groupuscules marginaux que d’une administration Trump qui théorise le mépris du droit et le recours à la violence. Aujourd’hui, la diabolisation de LFI, par des amalgames qu’elle a rendus elle-même possibles en raison d’erreurs voire de fautes stratégiques manifestes, n’a qu’un sens : légitimer une prise de pouvoir identitaire et justifier les ralliements de plus en plus nombreux. Jordan Bardella a ainsi appelé, par une inversion du stigmate, à un « front commun » contre LFI. Faut-il vraiment oublier qu’en 1933, le parti national-socialiste prenait prétexte de l’incendie du Reichstag attribué à Van der Lubbe pour interdire le parti communiste et de nombreuses organisations de l’opposition de gauche et engager la mise au pas de l’Allemagne ?

La deuxième fausse idée, c’est celle de la normalisation de l’extrême droite, considérée désormais comme une part légitime

du débat politique. C’est qu’on oublie facilement que l’extrême droite n’est pas un choix comme un autre dans une démocratie, parce que souvent il n’y a pas de retour en arrière. Aucun régime de gauche radicale n’a été élu en Europe qui n’ait rendu les clés du pouvoir par les urnes. En revanche, de nombreux régimes d’extrême droite ontaccédé au pouvoir par les urnes, du moins légalement, sans le rendre : Allemagne, Italie, Hongrie, Roumanie. Ce n’est pas toujours le cas, mais c’est suffisamment souvent le cas pour que ce soit un risque mortel qu’on ne peut prendre.

Normalisation des engagements politiques de la jeunesse nationaliste ? Les choses n’ont pas tant changé. Au lendemain d’une manifestation d’hommage à Quentin Deranque à Paris, les manifestants ont laissé sur les murs une traînée de croix gammées. Quel parti accumule les condamnations de ses membres pour antisémitisme et pour racisme ? Le Rassemblement national, de manière récurrente. Ne nous laissons pas égarer par des façades repeintes.

Quels sont les risques aujourd’hui ? Ils sont doubles. C’est d’abord l’installation d’une culture de guerre civile dans laquelle les violences des uns justifieraient sans fin les représailles des autres, écrasant entre elles un centre soucieux d’apaisement et de dialogue jusqu’à ne laisser qu’un face-à-face des radicalités. C’est ensuite la complicité tacite de toutes les forces politiques à la prise de pouvoir par l’extrême droite. C’est là le nœud : à force de concentrer les coups sur LFI, par tactique, par confort, par calcul, on crée un corridor de respectabilité pour le RN. On lui offre ce dont il a toujours rêvé : l’apparence de la normalité, le privilège d’être la réponse au désordre qu’il prospère à entretenir.

Ce moment exige une résolution : ne rien céder à la violence, ne rien céder aux calculs, ne rien céder aux facilités de la symétrie. La République ne se sauvera ni par les postures, ni par les anathèmes, ni par l’ivresse des camps. Elle se sauvera

par la clarté des mots, la fermeté du droit, la responsabilité des partis, et le refus de sanctuariser l’extrême droite sous prétexte de combattre ses adversaires. L’heure n’est pas à se compter, elle est à se tenir. Et si la France veut éviter le point de non-retour, elle doit retrouver ce qui fait sa force quand tout vacille : la dignité du débat, l’autorité de l’État, et l’esprit de République.

Dominique de Villepin